

Unité départementale des Bouches du Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 24/02/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE (formes 8-9)**

Terre Plein de Mourepiane  
Porte 4 - CS 40034  
13344 MARSEILLE 15

D/SPR/GP/264/2023  
Références : D-2008-MRS-2022  
Code AIOT : 0006404176

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2022 dans l'établissement CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE (formes 8-9) implanté Grand Port Maritime de Marseille Formes de radoub 8 et 9 13015 MARSEILLE 15. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite était réalisée dans la continuité des inspections du 21 mars 2019, du 15 octobre 2019, du 3 novembre 2020 et du 17 novembre 2021, dont les constats avaient conduit le préfet à signer :

- deux arrêtés de mise en demeure (1er juillet 2019 et 8 juillet 2020)
- un arrêté infligeant une amende administrative (8 juillet 2020)
- deux arrêtés infligeant des astreintes administratives (8 juillet 2020 et 10 juillet 2020)

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE (formes 8-9)
- Grand Port Maritime de Marseille Formes de radoub 8 et 9 13015 MARSEILLE 15
- Code AIOT : 0006404176
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Chantier Naval de Marseille exerce une activité de réparation, d'entretien et de peinture de navire, au sein des formes 8 et 9 des bassins Est du GPMM.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Rejets aqueux
- Rejets atmosphériques
- Risque foudre
- Moyens incendie
- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des constats effectués hors points de contrôle**

L'inspection a constaté que la société CNM réalisait des opérations de décapage et de peinture d'embarcations sur les terre-plein du site, sans aucune mesure de récupération des poussières et des eaux pluviales de ruissellement. La société CNM a indiqué avoir arrêté ces activités afin de réaliser un nettoyage et de mettre en place des tentes de protection.

L'inspection a également constaté la présence de fûts d'huiles ainsi que d'importantes quantités de peintures stockées sans rétention, au droit des grilles du réseau d'eaux pluviales. La société CNM a indiqué avoir déplacé ce stockage, sans toutefois indiquer si le stockage est désormais réalisé sur rétention.

L'inspection a constaté la présence de produits inflammables dans les tentes de stockage temporaires, qui ne devraient contenir que des matériaux non combustibles ou faiblement combustibles. La société CNM a indiqué avoir déplacé les produits concernés à l'extérieur des tentes.

### 2-3) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-5 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Installations électriques	AP de Mise en Demeure du 01/07/2019, article 1 - 5ème alinéa	/	Liquidation d'astreinte	
2	Rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 01/07/2019, article 1 - 4ème alinéa	/	Liquidation d'astreinte	
4	Gestion des émissions de COV - ETE	Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 3.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 7.5.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 9.2.1	/	Sans objet
6	Moyens incendie	Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 7.2.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Gestion des émissions de COV - Bilan	Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 3.3	/	Sans objet
8	Registre des déchets	Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 5.1.6	/	Sans objet

#### 2-4) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société CNM n'a procédé à aucun travaux pour mettre en conformité ses installations de collecte et de traitement des effluents aqueux. D'autres non conformités concernant les équipements de protection contre la foudre et l'étude technico-économique relative à la possibilité de procéder au captage et au traitement des rejets atmosphériques de COV dans le cadre des opérations de peinture des navires ont été constatées.

Enfin, il apparaît que l'exploitation du site fait l'objet de négligences susceptibles d'avoir un impact notable sur le milieu.

#### 2-5) Fiches de constats

## N° 1 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 01/07/2019, article 1 - 5ème alinéa
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société CHANTIER NAVAL de MARSEILLE (CNM) dont le siège social est situé Grand Port Maritime de Marseille Terre plein de Mourepiane – Porte 4 CS 40034 13344 MARSEILLE Cedex 15, exploitant un chantier de réparation navale situé au niveau des formes 8 et 9 du Grand Port Maritime de Marseille (13015) est mise en demeure, dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, de procéder à l'entretien en bon état des installations électriques, conformément aux dispositions de l'article 7.3.1 de l'arrêté préfectoral en date du 4 août 2017
<b>Constats :</b> La société CNM n'a pas été en mesure de justifier de la mise en conformité complète de ses installations électriques.  Le dernier rapport de vérification des installations électriques, réalisé le 18 juillet 2022, indique que les installations du poste Haute Tension et de son bâtiment peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion. La société CNM indique que la mise en conformité est prévue pour fin mars 2023. Les autres non conformités constatées lors des précédentes inspections sont désormais levées.  Considérant que la mise en conformité des installations n'est pas totalement réalisée, l'Inspection des Installations Classées propose à M. le Préfet des Bouches-du-Rhône, de procéder à un recouvrement partiel de l'astreinte infligée par arrêté en date du 8 juillet 2020. Une proposition identique avait été formulée par l'inspection dans son rapport du 22 décembre 2020 (suite à l'inspection réalisée le 3 novembre 2020) puis dans son rapport du 24 décembre 2021 (suite à l'inspection réalisée le 17 novembre 2021) . Un projet d'arrêté préfectoral est joint au présent rapport. En complément, et afin de tenir compte des travaux déjà réalisés, l'Inspection des Installations Classées propose à M. le Préfet des Bouches-du-Rhône de modifier le montant de l'astreinte journalière. Le nouveau montant est évalué sur la base des travaux restant à faire pour obtenir une mise en conformité complète. Compte tenu des éléments transmis par CNM, il apparaît que ces mises en conformité restantes représentent 23% du montant global initialement retenu pour le calcul de l'astreinte. Par conséquent, il est proposé de retenir, à compter du 17 novembre 2022, une astreinte journalière d'un montant de 29 €. Un projet d'arrêté préfectoral est joint au présent rapport.  Trois non conformités, identifiées pour la première fois lors du contrôle du 18 juillet 2022, ont été constatées au niveau du nouveau bâtiment logistique et de l'entrepôt armateur. La société CNM devra procéder dans les meilleurs délais à la mise en conformité des installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte



## N° 2 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 01/07/2019, article 1 - 4ème alinéa
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société CHANTIER NAVAL de MARSEILLE (CNM) dont le siège social est situé Grand Port Maritime de Marseille Terre plein de Mourepiane – Porte 4 CS 40034 13344 MARSEILLE Cedex 15, exploitant un chantier de réparation navale situé au niveau des formes 8 et 9 du Grand Port Maritime de Marseille (13015) est mise en demeure, dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, de procéder à la collecte et au traitement des eaux en contact avec le fond des formes 8 et 9, conformément aux dispositions du premier alinéa de l'article 4.3.12 de l'arrêté préfectoral en date du 4 août 2017
<b>Constats :</b> La société CNM n'a pas modifié ses installations depuis les inspections réalisées le 15 octobre 2019, le 3 novembre 2020 et le 17 novembre 2021. Par conséquent, les constats effectués à cette date demeurent valables.  Le dispositif de collecte des eaux de fond des formes 8 et 9 est existant mais une dilution des effluents par l'eau de mer est systématiquement constatée lors des analyses. En outre, les caractéristiques des systèmes de collecte et de traitement des formes 8 et 9 ont été dimensionnés pour la collecte des effluents de fond de forme uniquement par temps sec, et ne permettent pas de collecter à minima toutes les eaux (y compris pluviales) en contact avec le fond de forme de la zone définie par la projection sur le fond de forme du plus grand plan horizontal du navire.  Considérant que les installations temporaires de collecte et de traitement des eaux de fond de forme n'ont pas été mises en conformité, l'Inspection des Installations Classées propose à M. le Préfet des Bouches-du-Rhône, de procéder à un recouvrement partiel de l'astreinte infligée par arrêté en date du 10 juillet 2020. Une proposition identique avait été formulée par l'inspection dans son rapport du 22 décembre 2020 (suite à l'inspection réalisée le 3 novembre 2020) et dans son rapport du 24 décembre 2021 (suite à l'inspection réalisée le 17 novembre 2021). Un projet d'arrêté préfectoral est joint au présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte

### N° 3 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 9.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Aux points de rejet n°4 et n°5 (tels que référencés à l'article 4.3.5 du présent arrêté), les eaux en contact avec le fond de forme font l'objet d'un contrôle trimestriel sur l'ensemble des paramètres visés à l'article 4.3.13. En complément de ce contrôle, l'exploitant réalise sur ce même rejet, un suivi trimestriel de la qualité des eaux sur les paramètres suivants : TBT, Arsenic, Cadmium, Chrome Total, Cuivre, Zinc, Mercure, Nickel, Plomb, PCB. Les analyses sont réalisées sur un échantillon représentatif de l'activité du site et de la pollution générée, l'exploitant privilégiera la collecte d'un échantillon sur le premier flux des eaux pluviales ruisselant sur le fond de forme. Les résultats de l'autosurveillance et du suivi de la qualité sont transmis dès réception à l'inspection.
<b>Constats :</b> La société CNM a transmis les rapports des analyses trimestrielles réalisées pour les formes 8 et 9. Ces documents confirment que les effluents sont systématiquement dilués par des arrivées d'eau de mer.  Ces analyses ne concernent que les eaux de process, le système en place ne permettant pas la collecte des eaux pluviales.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Gestion des émissions de COV - ETE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, COV
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réalise et transmet les études suivantes :</p> <p>Une étude technico-économique relative à la possibilité de procéder au captage et au traitement des rejets atmosphériques de COV dans le cadre des opérations de peinture des navires. Cette étude est réalisée est transmise à l'inspection tous les 2 ans. La première étude sera remise dans un délai de 2 ans à compter de la notification du présent arrêté. Elle est basée sur un parangonnage mené sur les installations similaires situées sur le territoire européen.</p> <p><b>Constats :</b> La société CNM a transmis une étude réalisée en 2021. Toutefois, cette dernière se limite principalement à exposer un bilan des émissions, et à indiquer que le seul fournisseur d'équipement consulté ne dispose pas de système permettant le captage des COV.</p> <p>Aucun parangonnage avec les autres installations européennes n'est exposé.</p> <p>Le document transmis ne correspond pas à ce qui est attendu d'une étude technico-économique, qui doit d'une part faire un bilan étayé des différentes technologies disponibles et la capacité technique et financière à les mettre en œuvre.</p> <p>La pertinence et la fiabilité de cette étude sont d'autant plus importantes dans le cas d'espèce où l'ensemble des émissions de COV sont réalisées de manière diffuse.</p> <p>Ainsi, l'Inspection des Installations Classées propose à M. le Préfet des Bouches-du-Rhône, de mettre en demeure la société CNM de transmettre une étude technico-économique relative à la possibilité de procéder au captage et au traitement des rejets atmosphériques de COV.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois



**N° 5 : Protection contre la foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 7.5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions des articles 16 à 23 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 sont applicables. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.
<b>Constats :</b> La société CNM a transmis un rapport de vérification complète réalisée en février 2022.  Ce rapport indique d'une part que certains points n'ont pu être vérifiés (paratonnerres) et que l'installation présente deux non conformités.  L'Inspection des Installations Classées propose à M. le Préfet des Bouches-du-Rhône, de mettre en demeure la société CNM de faire compléter la vérification des installations de protection contre la foudre, et de procéder à leur mise en conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 6 : Moyens incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques. [...] Ces équipements sont maintenus en bon état de fonctionnement et font l'objet d'une vérification annuelle. Les rapports de vérifications sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> La société CNM a fourni l'ensemble des rapports de contrôle effectués en 2022. Aucune non conformité n'a été constatée. Certaines anomalies mineures sont toutefois mentionnées pour les RIA. La société CNM s'est engagée à procéder à leur mise en conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Gestion des émissions de COV - Bilan**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, COV
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réalise et transmet les études suivantes : Une synthèse quantitative et qualitative des COV émis lors de l'année écoulée, accompagnée d'éléments permettant de s'assurer que les hypothèses retenues dans le cadre de l'évaluation des risques sanitaires réalisée lors de la demande d'autorisation d'exploiter demeurent valides au regard des quantités et de la nature des COV effectivement rejetés. Cette étude est réalisée chaque année N et transmise à l'inspection au plus tard le 31 janvier de l'année N+1.
<b>Constats :</b> La société CNM a fourni le plan de gestion des solvants pour l'année 2021, qui intègre un bilan quantitatif et qualitatif des COV émis.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Registre des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 5.1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>AM du 31 mai 2021</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de l'expédition du déchet ;</li> </ul> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li> <li>- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> <li>- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</li> <li>- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;</li> </ul> <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> </ul> <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</li> </ul> <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;</li> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li> <li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</li> <li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</li> </ul> <p><b>Constats :</b> La société CNM a transmis un registre de suivi des déchets permettant de disposer de l'ensemble des informations requises.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet